



## PRISE DE PAROLE UNION DEPARTEMENTALE FORCE OUVRIERE DE HAUTE-LOIRE 1er MAI 2025

Mesdames et messieurs, chers amis, chers camarades,

En ce jour de 1<sup>er</sup> mai 2025, journée internationale de revendications de la classe ouvrière, l'Union Départementale rappelle son attachement indéfectible à l'expression « *Pour le pain, la paix, la liberté* »

Dans ce cadre, nous exprimons notre extrême inquiétude concernant l'intention de Retailleau, ministre illégitime d'un gouvernement illégitime, de dissoudre des associations, dont la « jeune garde », qui ont dénoncé le génocide en cours en Palestine et le siège de Gaza par l'armée Israélienne. A l'heure où Netanyahu montre, jour après jour, sa volonté d'anéantir le peuple palestinien, cette décision témoigne de la complicité du gouvernement français et de Macron avec le gouvernement israélien d'extrême droite. Cette décision, prise en vertu de « l'état de droit » de la Vème République, s'inscrit également dans la continuité des attaques, des intimidations, des convocations, des arrestations de milliers de syndicalistes, de militants associatifs, politiques, artistes et journalistes qui osent émettre des avis qui déplaisent au gouvernement. Les derniers propos de Mr Retailleau n'ont qu'un seul but : tenter de fragiliser l'unité de la classe ouvrière en y opposant des divisions racistes et xénophobes. Pour FO ces décisions et ces propos n'ont pas de place dans une démocratie. Elles aboutissent à la stigmatisation systématique d'une partie de la population et aux pires atrocités jusqu'à l'assassinat d'un jeune musulman au nom de sa religion.

Face à ces dérives racistes, autoritaires et liberticides, face à la course à la guerre et à l'armement, la revendication de cessez-le-feu immédiat et définitif en Palestine et en Ukraine comme partout dans le monde, affirmée dans l'appel unitaire départementale d'aujourd'hui est extrêmement importante. Elle marque le refus de nos organisations syndicales de participer à l'Union Nationale derrière Macron pour lui permettre d'amplifier ces attaques contre les droits et les acquis des travailleurs.

Cette unité revendicative qui s'exprime aujourd'hui en Haute-Loire est en totale conformité avec les positions de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière qui a indiqué au lendemain du discours va-t'en guerre de Macron : « *FO ne veut participer ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans une économie de guerre, synonyme de renoncement et d'abandon des revendications des travailleurs* ».

Tout le monde à bien compris que pour chaque milliard débloqué pour la guerre et pour la production d'armes, Bayrou et son gouvernement, annoncent de nouvelles coupes budgétaires. Ils vont une nouvelle fois nous faire payer la facture : 40 Milliards de coupes supplémentaires pour 2026 qui s'ajoutent aux 52 Milliards déjà réalisés dans le cadre du budget non censuré de 2025. Et les conséquences, nous les connaissons, nous les subissons déjà ! Ce sera, encore et toujours, le massacre à la tronçonneuse des services publics, des droits sociaux, de la sécurité sociale, de l'assurance chômage ou encore du montant des retraites et des pensions.

Et tout ceci pour quoi faire ? Pour assurer les dividendes des actionnaires qui s'élèvent à 100 Milliards en 2024 et pour ne pas toucher aux aides aux entreprises de 200 Milliards pour l'année 2023, alors que dans le même temps ces mêmes entreprises n'hésitent pas à licencier. 350 plans de licenciements sont en cours en France et près de 200 000 emplois sont directement menacés, comme chez Valéo à Sainte Florine, Delpeyrat à Brioude ou encore chez Boissy pour ce qui concerne la Haute-Loire.

Pour FO c'est non ! Nous n'acceptons pas ! Et c'est pourquoi, nous sommes aux côtés des travailleurs et de la population qui se mobilisent :

- Nous sommes aux côtés des personnels des écoles publiques et des parents d'élèves qui refusent les fermetures de classes et de postes.
- Nous sommes aux côtés des personnels et de la population de La Chaise Dieu qui se mobilisent contre la fermeture de la classe d'excellence de leur collège public
- Nous sommes aux côtés de la population Brivadoise qui s'est mobilisée massivement contre la fermeture du Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile de Saint Beauzire
- Nous sommes aux côtés des salariés de l'action sociale, du médico-social, de la santé privée qui se sont mobilisés pour l'augmentation des salaires, pour l'amélioration de leur condition de travail et contre la convention unique de destruction de leurs droits.
- Nous sommes aux côtés des agents de l'hôpital public de Brioude qui se sont mobilisés contre la fermeture du centre périnatal et de ceux de l'hôpital Emile Roux qui ont manifesté lundi pour la défense des agents du service d'endoscopie.
- Nous sommes et nous serons aux côtés des travailleurs qui refusent les licenciements, les fermetures d'usine, la dégradation de leur condition de travail et qui, par leurs mobilisations, indiquent qu'ils n'acceptent pas les politiques d'austérité de Macron au nom de l'économie de guerre et pour le plus grand profit des marchands d'armes.

Avec eux, et face à la dérive guerrière dans laquelle Trump, Van Der Leyen, Macron, les dirigeants européens et occidentaux envisagent de nous entraîner, nous y opposons fermement nos revendications :

- **Cessez-le-feu immédiat et définitif en Palestine, en Ukraine, comme partout dans le monde, arrêt des livraisons d'armes, pas un euro pour la guerre.**
- **Non au budget d'austérité ! Non à l'économie de guerre !**
- **Ni 64, ni 63, ABROGATION DE LA REFORME DES RETRAITES !**
- **Augmentation des salaires, des retraites, des pensions et des minimas sociaux**
- **Arrêt des licenciements**
- **Défense des services publics, stop aux suppressions de postes, de services, stop aux fermetures de classes et aux fermetures de lit à l'hôpital, ...**
- **Retour à la sécurité sociale de 1945, stop aux exonérations de cotisations, aux déremboursements, à la baisse du plafond des Indemnités Journalières.**
- **Maintien de l'abattement fiscal de 10% des retraites et des pensions.**

L'unité qui s'exprime, ce 1er mai 2025, entre nos organisations syndicales sur la base d'un cahier revendicatif clair doit être un point d'appui pour construire le rapport de force d'ampleur que nécessite la situation. Nous ne nous laisserons pas tondre par ce gouvernement rejeté dans la rue et dans les urnes et qui ne tient que grâce à ceux qui ne l'ont pas censuré. Pour la paix maintenant, pour nos revendications, préparons, tous ensemble, la riposte interprofessionnelle

Vive la solidarité internationale !

Vive le 1er mai de lutte contre la guerre et pour les revendications !